



**PREFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**portant enregistrement pour l'exploitation d'installations d'une centrale d'enrobage,  
en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement,  
de la société EUROVIA GPF à Saint-Christoly-de-Blaye**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de la Gironde**

**VU** la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2521 ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Adour-Garonne 2022-2027 ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Estuaire de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral le 18 juin 2013 ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Nappes profondes » approuvé par arrêté préfectoral le 30 août 2013 ;

**VU** le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) 2021-2027 ;

**VU** le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG) de Nouvelle-Aquitaine adopté le 21 octobre 2019 ;

**VU** la carte communale de Saint-Christoly-de-Blaye ;

**VU** le récépissé de déclaration au titre des rubriques n°2515, 2517, 4734 et 4801 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement délivré le 09/12/2025 à la société EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE;

**VU** la demande présentée en date du 16 décembre 2025 par la société EUROVIA GPF (SIRET n°44444921900054) dont le siège social est à Brive-la-Gaillarde, pour l'enregistrement d'une installation de centrale d'enrobage (rubrique 2521 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Saint-Christoly-de-Blaye ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

**VU** le rapport de recevabilité de la demande d'enregistrement en date du 18 décembre 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2026 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**VU** les certificats d’affichage du 24 janvier au 11 mars à Saint-Christoly-de-Blaye et du 20 janvier au 9 mars à Saint Savin ;

**VU** l’absence d’observation du public entre le 9 février et le 9 mars 2026 par voie électronique ;

**VU** l’avis favorable émis par le conseil municipal de Saint-Christoly-de-Blaye le 3 février 2026 et de Saint-Savin le 29 janvier 2026 ;

**VU** l’avis du propriétaire sur la proposition d’usage futur du site ;

**VU** l’avis du maire de Saint-Christoly-de-Blaye sur la proposition d’usage futur du site ;

**VU** le rapport de l’inspection des installations classées en date du 24 mars 2026 ;

**VU** la communication au pétitionnaire des propositions de l’inspection des installations classées susvisé, par courriel du 24 mars 2026, conformément aux dispositions de l’article R.512-46-17 du code de l’environnement ;

**VU** l’absence d’observations du pétitionnaire sur le projet d’arrêté communiqué par courriel du 26 mars 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d’enregistrement est motivée par le chantier de réfection de l’A10 nécessitant une production d’enrobés sur une campagne limitée à 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d’enregistrement justifie du respect des prescriptions de l’arrêté de prescriptions générales susvisés et que le respect de celle-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement et à l’article L. 211-1 du même code ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec la carte communale de Saint-Christoly-de-Blaye ;

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d’arrêt définitif de l’installation, dévolu à être remis en état de son usage précédent, à savoir une plateforme de transit de matériaux appartenant à la société ASF ;

**CONSIDÉRANT** que la parcelle d’implantation a déjà accueilli une centrale d’enrobage mobile exploitée par EUROVIA en 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que les modalités de rejet des eaux pluviales au milieu naturel sont à fixer ;

**CONSIDÉRANT** la localisation du projet :

- hors zone listée au 2-c de l’annexe III de la directive 2011/92/UE susvisée ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d’inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- en zone non constructible qui permet l’installation du projet mobile et temporaire d’une centrale d’enrobage.

**CONSIDÉRANT** l’absence d’effets cumulés du projet avec ceux d’autres projets d’activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** que les caractéristiques du projet et notamment en matière d’utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n’est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l’environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d’une étude d’impact ;

**CONSIDÉRANT** que l’examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l’annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d’être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d’autres projets d’installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du département de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**TITRE 1 -PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

**CHAPITRE 1.1 — BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

**ARTICLE 1.1.1 — EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société EUROVIA GPF (SIRET n°44444921900054), dont le siège social est situé à Brive-la-Gaillarde, faisant l'objet de la demande susvisée du 16 décembre 2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, sur la parcelle ZK107, lieu-dit Cabane de Moquet. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

**CHAPITRE 1.2 — NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

**ARTICLE 1.2.1 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2521.1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') 1. à chaud	Centrale d'enrobage à chaud de capacité nominale de 223 t/h à 5 % d'humidité	E

Régime : E (enregistrement)

*Nota : Parallèlement, le pétitionnaire dispose des récépissés de déclaration susvisés au titre des rubriques 2515, 2517, 4734 et 4801.*

**ARTICLE 1.2.2 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)**

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface	Surface utile du projet : 4 ha	D

	totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :		
	1° Supérieure ou égale à 20 ha		
	2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		

### ARTICLE 1.2.3 — SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Saint-Christoly-de-Blaye	ZK107	Cabane de Moquet

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.3 — CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

### ARTICLE 1.3.1 — CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 16 décembre 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

## CHAPITRE 1.4 — MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

### ARTICLE 1.4.1 — MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour une plateforme de transit de matériaux.

## CHAPITRE 1.5 — PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

### ARTICLE 1.5.1 — ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'installation soumise à enregistrement, *a minima*, les prescriptions des textes réglementaires suivants :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du code de l'environnement) du 9 avril 2019 applicable aux ICPE soumises à Enregistrement sous la rubrique n°2521

Les installations déclarées susvisées doivent, par ailleurs respecter les prescriptions générales applicables associées et faire l'objet, le cas échéant, des contrôles périodiques réglementaires conformément aux dispositions des articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement.

### ARTICLE 1.5.2 — PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Les eaux pluviales sont rejetées de manière canalisée vers le fossé longeant la RD18 (milieu récepteur : le Moron), par surverse du bassin de décantation.

Les eaux pluviales et les eaux susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet.

En cas de rejets, ces derniers se conforment aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 suscité, notamment aux valeurs limites de rejet fixées à l'article 5.9. L'exploitant est en capacité de démontrer le respect de ces valeurs limites en sortie du séparateur d'hydrocarbures, sur demande de l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 2 — MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 2.1.1 — FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 2.1.2 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Les délais de recours ci-après sont définis par l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 2.1.3 — PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Saint-Christoly-de-Blaye et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Christoly-de-Blaye pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R. 512-46-12, à savoir : Saint-Christoly-de-Blaye et Saint-Savin ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **ARTICLE 2.1.4 — EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le présent arrêté est notifié à la société EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Madame la Maire de la commune de Saint-Christoly-de-Blaye,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le

**30 MARS 2026**

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ